

COMMUNIQUÉ

Dernier rapport du Conseil fédéral sur le transfert du trafic

La politique du transfert a échoué

Dans son rapport sur le transfert du trafic 2004, le Conseil fédéral dit enfin la vérité au peuple et avoue l'échec de cette politique. La Fédération routière suisse FRS est prête à chercher des solutions constructives, raisonnables et réellement utiles avec les autorités fédérales et tous les acteurs concernés pour sortir de cette impasse.

Selon le rapport du Conseil fédéral sur le transfert du trafic présenté aujourd'hui au public, le nombre de trajets de camions par les Alpes continuera d'augmenter même après la prochaine hausse de la Redevance sur les poids lourds liée aux prestations (RPLP) et après la mise en service du tunnel de base sous le Loetschberg (NLFA). Concrètement, le Conseil fédéral admet que le nombre de trajets transalpins dépassera 1,4 million en 2009 au lieu des 650'000 inscrits dans la loi sur le transfert du trafic de la route au rail. Le Conseil fédéral admet ainsi enfin que sa politique du transfert a échoué après avoir provoqué des années durant des problèmes énormes sur les routes et empêché la rapide mise en place de solutions raisonnables.

Rien d'étonnant dès lors à ce que le Conseil fédéral constate dans son communiqué que «les mesures prises jusqu'ici ne suffiront sans doute pas pour atteindre l'objectif de transfert en 2009 (...)». Par contre, il est très surprenant que le Conseil fédéral songe une fois de plus à un renchérissement du trafic routier pour atteindre son objectif. La Fédération routière suisse FRS se montre très réservée, voir carrément opposée face à cette intention, notamment parce que le Conseil fédéral ne veut plus faire participer les chemins de fer au financement des grands projets ferroviaires.

La Fédération routière suisse FRS est cependant d'accord avec le Conseil fédéral quand celui-ci affirme que seules des mesures coordonnées et intégrant tout l'arc alpin peuvent mener au but. Ce constat s'impose notamment face à la contradiction éclatante existant entre l'article suisse sur la protection des Alpes et l'accord bilatéral Suisse-UE sur les transports terrestres. La Fédération routière suisse FRS est prête à collaborer avec les autorités concernées pour trouver des solutions constructives, raisonnables et axées sur l'avenir dans le cadre de la préparation de la loi d'application de l'article sur la protection des Alpes.

Berne, le 25 novembre 2004